

Le budget—M. Nystrom

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: Voilà la façon d'agir des conservateurs. Voilà le véritable programme conservateur. C'est le programme de Thomas d'Aquino et du Conseil canadien des Chefs d'entreprises.

Le gouvernement est au pouvoir parce que ce sont les grosses entreprises qui ont financé l'élection. Les grosses entreprises ont dépensé des millions de dollars pour financer l'élection sur le sujet du libre-échange. Maintenant, ce sont les grosses entreprises qui font la loi. Et maintenant le gouvernement réalise son programme aux dépens des mesures sociales, il opère des coupures qui frappent les simples citoyens. Il prend l'argent aux simples citoyens et non aux sociétés. Voilà la vérité toute crue au sujet des façons d'agir conservatrices.

Il ne faut pas compter que la tribune millionnaire d'en face va comprendre. Il ne faut pas compter que ces riches conservateurs qui définissent ces politiques vont comprendre. Le ministre des Finances, le ministre du Commerce extérieur et le premier ministre ne comprennent pas les gens ordinaires. Je suis persuadé que le ministre des Finances ne saurait pas reconnaître une famille pauvre même s'il butait dessus.

Je suis très fier de l'histoire de la CCF et du NPD en fait de programmes sociaux. C'est Tommy Douglas déjà dans les années 40 qui nous a donné le premier régime d'assurance-hospitalisation. C'est Tommy Douglas qui a instauré l'assurance-maladie au Canada. C'est grâce à Stanley Knowles, qui est à la table, et à J.S. Woodsworth que nous avons l'assurance-chômage et les allocations familiales au Canada. C'est notre parti sous David Lewis qui en 1972-1974 a participé à l'indexation des programmes sociaux. Depuis toujours, le principe directeur des programmes sociaux, c'est l'universalité. Nous voilà maintenant avec un Parti conservateur qui cherche à casser l'universalité et à détruire les programmes sociaux. Je dis que cela suffit.

Vous remarquerez, monsieur le Président, que les libéraux ne sont progressistes que lorsqu'ils se trouvent en situation de minorité avec balance à la CCF ou au NDP. C'est une chose que j'ai apprise d'un ami à moi, le député d'Assiniboia.

Qu'est-ce que le Parti conservateur est en train de faire à l'assurance-chômage? Il veut la privatiser. Il veut donner une chance à la population. En Saskatchewan, on appelle cela la participation du public. Il veut que les employés et les employeurs en fassent les frais. Pouvez-vous imaginer, monsieur le Président, une Commission

de l'assurance-chômage dirigée par l'entreprise privée? Pouvez-vous imaginer, monsieur le Président, Thomas d'Aquino à la tête de la Commission de l'assurance-chômage?

Une voix: Angoissant, très angoissant!

M. McDermid: Non!

M. Nystrom: Le député ne perd rien pour attendre. L'objectif final est d'harmoniser notre programme avec celui des États-Unis. C'est l'Accord de libre-échange qui dicte finalement les règles du jeu. C'est vraiment un complot contre les défavorisés, les indigents, les chômeurs et les pauvres. Leurs primes vont augmenter en période de gouvernement conservateur.

M. McDermid: Quelle fantaisie!

M. Nystrom: C'est aussi une attaque contre la petite entreprise. On se trouve aussi à s'en prendre aux régions défavorisées du pays comme Terre-Neuve, où les particuliers et les petites entreprises n'ont pas les moyens de contribuer davantage au programme d'assurance-chômage. Pas étonnant que les élections provinciales aient eu lieu là-bas avant le dépôt du budget fédéral. Après, pas un seul conservateur n'aurait été élu dans toute la province de Terre-Neuve.

Des voix: Oh, oh!

M. Nystrom: Il y a en face des Torontois très agités et très riches. Ils ne veulent pas entendre parler des impôts que paient les citoyens ordinaires. Ils ne veulent rien savoir de l'offensive fiscale du Parti conservateur. Les députés conservateurs savent qu'ils vont en faire baver aux Canadiens ordinaires, aux agriculteurs ordinaires et aux petites entreprises du pays. Ils savent que la réduction des transferts de paiements aux provinces va se traduire en coupures au chapitre de l'assurance-maladie.

M. McDermid: Il n'y a pas de réduction.

M. Nystrom: Il y a une réduction de 1 p. 100.

M. McDermid: Il n'y a pas de réduction. Les provinces vont recevoir plus d'argent cette année.

M. Nystrom: Le budget réduit le financement des programmes établis de 1 p. 100. Dans la formule qui était en vigueur, il y a une diminution de presque 300 millions de dollars cette année. L'an prochain, il y aura une autre diminution du montant qui aurait dû être alloué.

Le député devrait en parler aux provinces. Il devrait en discuter avec son confrère idéologique, Bill Vander Zalm de la Colombie-Britannique. Il lui dira la même chose.

Des voix: Bravo!